LES RAPPORTS ENTRE LES FACULTÉS DE DROIT DE L'UNIVERSIDADE FEDERAL DO RIO GRANDE DO SUL ET DE L'UNIVERSITÉ ROBERT SCHUMAN DE STRASBOURG: UN EXEMPLE DE COLLABORATION FRUCTUEUSE ENTRE LE BRÉSIL ET LA FRANCE

Gustavo Vieira da Costa Cerqueira*

1. Des rapports très fructueux entre la Faculté de Droit de l'Universidade Federal do Rio Grande do Sul (UFRGS) et la Faculté de Droit, de Sciences Politiques et de Gestion de l'Université Robert Schuman (URS – Strasbourg III) s'établissent depuis plus d'une dizaine d'années.

Ces rapports ont été construits et demeurent, pour l'essentiel, en dehors de toute convention cadre entre les deux Universités, échappant de ce fait aux voies traditionnelles par lesquelles s'établissent généralement les rapports internationaux entre les institutions universitaires. En effet, les relations entre les deux Facultés de Droit sont le résultat d'une vraie synergie mise au service de l'échange culturel qui dépasse le seul domaine juridique. Ces rapports, à l'origine très spontanés, connaissent depuis quelques temps un renforcement institutionnel, par le biais de conventions de cotutelle régissant les doctorats d'étudiants qui mènent leur projet de recherche dans une optique à la fois internationaliste et comparatiste.

2. Le point de départ de ces relations nous semble être la venue à Porto Alegre en mai 1995 de *Mme Danièle Alexandre*, professeur à l'URS, répondant à l'invitation de *Mme Martha Lucia Olivar Jiménez*, professeur à l'UFRGS et titulaire d'un doctorat en droit communautaire obtenu à l'URS. A cette occasion, *Mme D. Alexandre* a réalisé une série de conférences portant sur les Principes d'Unidroit relatifs aux contrats du commerce international. Ces conférences ont compté avec la traduction de *Mme Véra Maria Jacob de Fradera*, professeur à l'UFRGS, et ont été l'occasion pour les deux professeurs de se connaître et d'établir dès lors des relations professionnelles très fortes.

3. Par la suite, c'est la présence à Strasbourg de *Mme Iacyr de Aguiar Vieira*, professeur à l'Universidade Federal de Viçosa (UFV), qui a donné une impulsion à ces rapports. Elle entame en 1999 une thèse sous la direction *M. Claude Witz*, professeur à l'URS (détaché à l'Université de la Sarre) portant sur *La Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises et son applicabilité au Brésil*, qui a été soutenue en septembre 2003¹.

* Doctorant en droit international en régime de cotutelle entre l'Université Robert Schuman (Strasbourg, France) et l'Universidade de São Paulo (Brésil); D.E.A. en Droit international (Université Robert Schuman); Diplômes de 1^{er} et 2^e Cycles de la Faculté Internationale de Droit Comparé de Strasbourg; Spécialiste en Droit International et de l'Intégration (UFRGS); Avocat inscrit aux Barreaux de Porto Alegre et Vitória - Brésil.

¹ Nous avons recensé sept juristes brésiliens ayant soutenu leur thèse à l'URS, dans divers domaines du droit, avant 2003, à savoir : Osvaldo MELO. *Approche juridique du problème de la tocamanie: étude de droit comparé, France et Brésil*. Thèse, Université Strasbourg III, 1973; Rodrigo Diaz ALBONICO. *Contribution à l'étude du fait illicite en droit international; le particularisme latino-américain*. Thèse, Université Strasbourg III, 1974; Ubirajara Targino BOTTO. *L'utilisation des eaux communes à des fins autres que la navigation dans le droit international général et latino-américain: le cas du barrage d'Itaipu (Brésil)*. Thèse, Université Strasbourg III, 1979; Léa Ribeiro da Silva

En raison de la dimension comparatiste de cette thèse, *M. Cl. Witz* a estimé nécessaire une codirection par rapport au droit brésilien. Compte tenu du fait qu'en 1995 *Mme I. de Aguiar Vieira* avait suivi un Séminaire sur la Convention de Vienne de 1980, dirigé par *Mme V. M. Jacob de Fradera* dans le cadre du Programme Post-graduation (Master en droit) de la Faculté de Droit de l'UFRGS, l'invitation adressée à *Mme V. M. Jacob de Fradera* pour diriger les travaux en rapport avec le droit brésilien allait de soi, ainsi que sa participation au jury de thèse. Cette codirection c'est toutefois faite en dehors de toute convention entre les deux Universités. En outre *Mme de Aguiar Vieira* a soutenu des étudiants brésiliens en vue du bon déroulement de leurs études à Strasbourg. Après son retour au Brésil, *Mme I. de Aguiar Vieira* a pris l'initiative de promouvoir, en association avec les professeurs d'autres universités brésiliennes, des cycles de conférences permettant d'intensifier les rapports entre les universités brésiliennes et l'URS (v. *infra*, n° 8).

4. C'est également au cours de l'année universitaire 2002-2003 que les rapports entre les deux universités se renforcent, un lien véritablement institutionnel s'établissant désormais. En effet, *Mlle Fernanda Vieira da Costa Cerqueira* qui a suivi sa formation en droit à l'URS, décide d'entreprendre une thèse en régime de cotutelle et *Mme V. M. Jacob de Fradera* (UFRGS) est sollicitée pour assurer la codirection de ces travaux de recherches aux côtés de *Mme D. Alexandre* (URS). Sa thèse porte sur la "*Proposition d'un système dualiste de détermination de la loi applicable aux contrats internationaux dans l'espace juridique du Mercosur*". Suite à l'exemple de *Mlle F. V. da Costa Cerqueira*, d'autres étudiants brésiliens ont bénéficié d'une convention de cotutelle de thèse entre l'URS et l'UFRGS, alors que l'UFRGS ne connaissait pas cette modalité d'admission aux formations de 3^e cycle (*Pós-Graduação*), notamment pour le doctorat². Toujours en 2002-2003, deux anciens étudiants de la Faculté de Droit de l'UFRGS, *MM. Luis Fernando Kuyven* et *Gustavo Vieira da Costa Cerqueira*, ont été admis au DEA en Droit international à l'URS. Aux termes de ce cursus, l'un et l'autre décident de poursuivre leur formation doctorale en régime de cotutelle, le premier avec l'UFRGS, le second, avec l'Universidade de São Paulo (USP).

5. La cotutelle de thèse est devenue ainsi l'instrument permettant l'établissement de lien institutionnel entre les deux Facultés de Droit. Cette formule consiste essentiellement à développer la coopération scientifique entre deux pays en favorisant la mobilité et l'encadrement des doctorants. Dans le cadre d'une cotutelle, le doctorant effectue ses travaux de recherche sous la responsabilité conjointe de deux directeurs de thèse, l'un dans une université française

NOVAES. *Le droit brésilien des accidents du travail et des maladies professionnelles*, Thèse Université Strasbourg III, 1985 ; *Sonia Maria PEREIRA. La coopération internationale entre les parcs nationaux frontaliers. Les particularités entre le Brésil et ses voisins*, Thèse, Université Strasbourg III, 1986 ; *José Roberto GUSMÃO D'AFONSECA. L'acquisition du droit sur la marque au Brésil*, Thèse, Université Strasbourg III, 1989 ; *Bernadette FERREIRA FARIAS. La législation brésilienne de protection du patrimoine historique : étude comparée avec la législation française*, Thèse, Université Strasbourg III, 1991.

² L'ouverture de la Faculté de droit de l'UFRGS au mécanisme de la cotutelle de thèse bénéficie à des étudiants attachés à d'autres universités françaises. On peut citer à ce titre, la thèse en cotutelle préparée depuis 2004 par *Mlle Bibiana Graeff* portant sur *L'organisation et les modalités d'exécution des services publics de distribution et d'assainissement de l'eau. Etude comparée en droit français et en droit brésilien*, sous la direction de *Mmes Jacqueline Morand-Deviller* (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) et *Cláudia Lima Marques* (UFRGS). Une thèse portant sur *Les contrats bancaires et la protection des consommateurs. Étude de droit comparé franco-brésilien* est également en cours de préparation depuis 2005 par *M. Wellerson Miranda Pereira* en régime de cotutelle, sous la direction de *Mme C. Lima Marques* (UFRGS) et de *M. Gilles Paisant*, professeur à l'Université de Savoie (Faculté de Droit de Chambéry).

et l'autre dans un établissement à l'étranger. La thèse donne lieu à une soutenance unique et à la délivrance de deux diplômes, l'un par l'université française et l'autre par l'établissement partenaire, ou d'un diplôme de doctorat conjoint. Le doctorant est inscrit dans les deux universités et doit satisfaire à des règles procédures administratives *sui generis*. D'abord circonscrite aux universités européennes, cette formule trouve un certain succès au sein d'universités situées en Amérique latine, en Amérique du nord, en Afrique et en Asie. La création de divers collèges doctoraux « franco-pays étranger » en atteste le succès³.

6. Jusqu'à aujourd'hui, les thèses en régime de cotutelle entre l'URS et l'UFRGS sont développées au sein du Collège doctoral européen des Universités de Strasbourg (CDE). En effet, depuis 1999, le CDE accueille des étudiants principalement de pays européens préparant une thèse dans deux institutions différentes : l'une à Strasbourg et l'autre hors de la France. Depuis 2002, il accueille également des étudiants brésiliens qui, durant leurs séjours à Strasbourg, bénéficient d'aides spécifiques et suivent un enseignement hebdomadaire sur l'Europe donné par des spécialistes internationaux dans le cadre du Programme multiculturel du CDE. La première étudiante à être accueillie au CDE a été *Mlle F. V. da Costa Cerqueira*. Elle appartient à la Promotion Marie Curie (2002). Depuis, le CDE n'hésite pas à admettre des étudiants ressortissant des pays non-européens, le Brésil y étant, à l'heure actuelle, le pays le plus représenté⁴. A chaque nouvelle promotion, le nombre d'étudiants brésiliens en régime de cotutelle ou en codirection entre l'URS et des Universités brésiliennes, notamment l'UFRGS, augmente⁵. Parmi ceux-ci : *M. L. F. Kjøven*, Promotion Copernic (2003), élabore une thèse portant sur *La responsabilité précontractuelle dans le commerce international*, sous la direction de *Mme V. M. Jacob de Fradera* (UFRGS) et de *M. M. Storck* (URS); *Mlle Renata Silva Galvão*, Promotion René Cassin (2005), élabore une thèse portant sur *La transposition des normes de droit international et communautaire de protection de l'environnement en droit interne : une comparaison entre les droits français et brésilien*, sous la direction de *Mme M. L. Olivar Jiménez* (UFRGS) et *M. Vlad Constantinesco* (URS); *M. Francisco Augusto Pignatta*, Promotion Virginia Woolf (2006), élabore une thèse portant sur *La phase précontractuelle sous l'empire de la convention de Vienne sur la vente internationale et des droits français et brésilien*, sous la direction de *Mme V. M. Jacob de Fradera* (UFRGS) et de *M. Cl. Witzy* (URS)⁶. Tous

³ A l'heure actuelle, quatre cursus doctoraux franco-pays étranger sont soutenus par la Conférence des Présidents d'Université (CPU), le ministère des Affaires étrangères et européennes, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et le ministère de l'Éducation nationale, à savoir : le *Collège doctoral franco-brésilien*, le *Collège doctoral franco-chilien*, le *Collège doctoral franco-chinois* et le *Collège doctoral franco-japonais*. Pour plus d'informations, consulter : <http://www.epide.asso.fr/fr/programmes/bfe/collegesdoct/>

⁴ Pourcentage d'étudiants hors Europe : 12 % (3% de Brésiliens). Pourcentage de doctorants ressortissant des pays européens : 65%. Pourcentage de doctorant français : 23 %.

⁵ Sur les conditions d'admission au CDE, consulter : <http://edc.u-strasbg.fr/edc/apply/index.html#conditions>

⁶ D'autres étudiants en cotutelle de thèse entre l'URS et d'autres universités brésiliennes font également partie du CDE : *Mlle Roberta Ribeiro Cotel*, Promotion Péniclé (2004), thèse portant sur *Les contrats internationaux de distribution en droit français et brésilien*, sous la direction de *MM. J. Bauerreis* (URS) et *Paulo Borba Casella* (USP) et *M. G. V. da Costa Cerqueira*, Promotion Copernic (2003), thèse portant sur *La pluralité de rattachements de la société anonyme européenne : modèle pour la société commerciale du Mercosur ?*, sous la direction de *MM. J. Bauerreis* (URS) et *João Grandino Rodas* (USP). Nous signalons également l'existence de deux thèses préparées jusqu'à présent en régime de codirection. Il s'agit d'abord de la thèse portant sur *Le contrat de coopération dans le droit français des coopératives agricoles et l'intérêt de ce modèle pour le droit brésilien des coopératives*, élaborée depuis 2006 par *Regel Ferrazza*, professeur à l'UFV, sous la codirection de *Mme V. M. Jacob de Fradera* (UFRGS) et de *M. M. Storck* (URS); ensuite, il s'agit de la thèse préparée depuis 2006 par *Mlle Bruna Calil dos Santos Alves* sur les « *Contribuições para revisão dos princípios contratuais* », sous la codirection de *MM. Carlos Alberto Dabus Maluf* (USP) et *Cl. Witzy* (URS).

ces étudiants ont eu l'opportunité de profiter de diverses activités et d'aides financières apportées par le CDE durant leur formation doctorale, comme les aides à la mobilité et au logement, ainsi qu'aux bourses-relais.

7. Tous ces rapports ont donné naissance à un échange constant de professeurs français et brésiliens. Ces professeurs n'hésitent pas à traverser l'Atlantique pour séjourner quelques périodes en France ou au Brésil, dans le cadre de leurs activités de recherche et d'enseignement. A cet effet, nous soulignons les divers colloques, séminaires et journées d'étude en droit comparé tenus au Brésil et en France, concernant les deux systèmes juridiques dans leur dimension interne, internationale et supranationale.

8. Au Brésil, nous signalons la venue en 2003 à Porto Alegre de *M. Robert Herzog*, professeur à l'URS. Répondant à l'invitation de *Mme M. L. Olivar Jiménez* (UFRGS), *M. R. Herzog*, a fait une conférence sur *l'Union économique et monétaire et la discipline budgétaire en Europe*.

Ensuite, deux importants cycles nationaux de conférences ont été organisés sous la responsabilité scientifique de *Mme I. de Aguiar Vieira* (UFV). Le premier cycle de conférences sur le droit international des contrats et sur l'influence du Code civil français dans la formation du droit privé brésilien s'est tenu du 17 au 28 octobre 2004. Les conférences ont eu lieu dans les Facultés de Droit de l'UFRGS, de l'UFMG, de l'UNI-CEUB et de l'UFV. L'URS était représentée par *Mme D. Alexandre*⁷. Le second cycle de conférences portait sur le commerce international et a été réalisé pendant la deuxième quinzaine du mois d'octobre 2005. Les conférences ont eu lieu dans les Facultés de Droit de l'UFRGS, de la PUC-Rio, de l'UFES et de l'USP, et ont compté avec la participation de plusieurs professeurs brésiliens, ainsi que de leurs confrères de l'URS, *Mme D. Alexandre* et *MM. Cl. Witz et J. Bauerreis*⁸. La présence de *Mmes M. L. Olivar Jiménez* (UFRGS) et *I. de Aguiar Vieira* (UFV) dans ces conférences témoignent de l'importance des liens qui ont été maintenus entre l'URS, où elles ont obtenus leur doctorat, et les Universités brésiliennes où elle sont aujourd'hui professeurs⁹. Les deux cycles de conférences ont compté avec la collaboration des professeurs de toutes les universités brésiliennes concernées, soit pour la coordination locale des événements¹⁰, soit pour une intervention ou participation aux débats.

⁷ Ont également participé à ce cycle de conférences *Mme Camille Jauffret-Spinosi*, Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas Paris II, ainsi que des professeurs brésiliens qui ont souvent des rapports avec différentes Universités françaises : *Mmes V. M. Jacob de Fradera* (UFRGS) ; *Silma Mendes Berti* et *Sylvia Maria Machado Vendramini* (UFV), *MM. João Baptista Villela* (UFMG) et *Marcelo Dias Varella* (UNI-CEUB).

⁸ Ce cycle a également compté avec la présence de *M. Charles-Henry Chénut*, de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et des professeurs brésiliens ayant des rapports très étroits avec la culture juridique française comme *Mmes V. M. Jacob de Fradera* (UFRGS), *M. L. Olivar Jiménez* (UFRGS), *Claudia Lima Marques* (UFRGS), *Nádia de Araújo* (PUC-Rio) et *MM. Arnoldo Wald* (Professeur émérite de l'UERJ) ; *Laura Gama Jr.* (PUC-Rio) et *P. Borba Casella* (USP).

⁹ A cet effet, nous signalons également la participation de *Mme I. de Aguiar Vieira* (UFV) au Colloque sur *Le rayonnement du modèle communautaire*, qui a eu lieu le 8 février 2008 à Strasbourg sous les auspices du Centre d'Etudes Internationales et Européennes de l'URS, de l'Association d'Etudes Européennes et de la Chaire Jean Monnet. L'intervention de *Mme I. de Aguiar Vieira* a porté sur *La réception du droit du Mercosur par les Etats membres*.

¹⁰ La coordination locale de ces deux événements a été assurée par les professeurs de toutes les universités brésiliennes concernées : *Mmes V. M. Jacob de Fradera* et *M. L. Olivar Jiménez* (UFRGS), *Nádia de Araújo* (PUC-Rio), *Valesca Raízer Borges Moschen* (UFES), *S. M. Berti* (UFMG), *MM. João Baptista Villela* (UFMG), *Marcelo Dias Varella* (UNICEUB), *Carlos Klein Zanini* (UFRGS) et *P. Borba Casella* (USP). Des doctorants des universités concernées ont également participé de façon très active à l'organisation et au déroulement de ces deux cycles de conférences : outre les doctorants de ces Universités, on remarque la participation active de *Mlle R. Ribeiro Oertel* et *F. V. da Costa Cerqueira* et *MM. F. A. Pignatta* et *G. V. da Costa Cerqueira*.

Une collection de deux volumes concernant ces deux cycles des conférences est en cours de préparation sous la direction de *Mmes I. de Aguiar Vieira* (UFV) et *V. M. Jacob de Fradera* (UFRGS). Elle compte avec la contribution des juristes français et brésiliens, les traductions des textes français ayant été faites par les deux organisatrices et par les doctorants brésiliens à l'URS¹¹. Ces ouvrages collectifs devront voir le jour cette année. Les deux cycles de conférences, ainsi que la collection d'ouvrages collectifs en résultant, ont été soutenus par l'Ambassade de France au Brésil.

9. En France, nous mentionnons la venue de *Mme V. M. Jacob de Fradera* en janvier 2006 et avril 2008, ainsi que celle de *Mme M. L. Olivar Jiménez* en janvier 2006 en tant que professeurs invités. A ces occasions, les deux professeurs de Porto Alegre ont assuré plusieurs interventions consacrées aussi bien à la présentation du système et de la culture juridique privatiste brésilienne, marqués par une très grande originalité, notamment après l'avènement du Code civil en 2002, qu'à celle des systèmes d'intégration économique en Amérique latine, spécialement celui du Mercosur. Ces interventions ont été suivies avec grand intérêt par le corps académique de Strasbourg.

L'année 2006 a été également marquée par la venue à Strasbourg de deux autres professeurs de Porto Alegre. Tout d'abord, nous signalons l'accueil de *Mme Claudia Lima Marques* aussi bien dans le cadre du programme multiculturel du CDE que dans le cadre des conférences organisées par l'Ecole doctorale de l'URS. A cette occasion, *Mme C. Lima Marques* a présenté à la communauté scientifique strasbourgeoise les systèmes européen et latino-américain de protection des consommateurs au niveau international, ainsi que son projet d'une Convention interaméricaine de droit international privé sur la loi applicable aux contrats internationaux conclus par les consommateurs (CIDIP), devenue la proposition du Gouvernement brésilien au sein de la CIDIP VII-OEA. Les professeurs de l'URS (*Mme D. Alexandre* et *M. André Huet*) ainsi que les doctorants présents à ces manifestations ont mené un débat très animé avec *Mme C. Lima Marques* qui n'a pas hésité à faire remarquer l'importance de ces débats sur les futurs développements de son projet de CIDIP¹². Toujours dans le cadre de la protection du consommateur, en novembre 2006, sous les auspices de l'Ecole Doctorale, *M. Thomas Richter*, alors chercheur et professeur invité à la Faculté de Droit de l'UFRGS, a fait une conférence portant sur « *La protection du consommateur par le droit international privé de l'Union européenne et de l'Amérique latine. Une semaine avant les négociations d'une Convention interaméricaine de droit international privé* ». La venue et l'accueil des professeurs de Porto Alegre à Strasbourg ont été possibles grâce aux concours financiers qui y ont été apportés aussi bien par l'URS que par le CDE, l'initiative des professeurs et des doctorants de l'URS étant également déterminante pour que ces multiples échanges puissent avoir lieu¹³.

¹¹ Les doctorants ayant contribué à la traduction des textes du français au portugais: *Miles F. V. da Costa Cerqueira* et *R. Ribeiro Oertel* et *MM. F. A. Pignatta*, *G. V. da Costa Cerqueira*, *L. F. Kiyven*, *M. Luis Alberto Salton Peretti*, alors étudiant à l'UFRGS, y a également contribué.

¹² Cf. LIMA MARQUES, Claudia. « Elaborando a proposta brasileira de Convenção Interamericana de direito internacional privado sobre a lei aplicável a alguns contratos com consumidores (CIDIP VII): sugestões sobre a proteção dos consumidores em direito internacional privado », in Stefan GRUNDMANN et Margarida DOS SANTOS (dir.) *Schutzinteressen und Freiheitsrechte – Tagungsband der Deutsch-Lusitanische Juristenvereinigung*. Lisboa: Almedina, 2008, pp. 306-404, p. 313-314, note 44 (à paraître).

¹³ Nous mentionnons encore la venue à Strasbourg en tant que professeurs invités, les professeurs suivants : en 2001, *Mme Susana*

10. A toutes ces manifestations, nous associons l'actuel projet de publication de l'ouvrage collectif *"Introdução ao direito francês"*, dirigé par M. Thales Morais da Costa, ATER à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, à paraître en langue portugaise en 2009, à l'occasion de l'année de la France au Brésil. Cette publication va constituer une illustration très importante des liens entre l'URS et l'UFRGS, car elle réunit nombre de doctorants de l'URS, d'anciens étudiants de l'UFRGS ou en cotutelle avec celle-ci¹⁴. En outre, la préparation de cet ouvrage a rendu possible deux manifestations en 2008, préalables à sa publication. A celles-ci participent divers doctorants et professeurs de l'URS. Il s'agit d'abord du séminaire du 14 avril au sein de la Faculté Internationale de Droit Comparé (FIDC)¹⁵ portant sur *« La mise en place d'un projet de droit comparé entre la France et le Brésil »*¹⁶; ainsi que de la Journée d'étude du 17 juin portant sur *« Le droit français et le droit brésilien d'aujourd'hui : éléments de comparaison »*¹⁷. Ces deux événements ont été vivement appuyés par l'URS, par la FIDC par le Centre du Droit de l'Entreprise de l'URS et par l'Ecole Régionale des Avocats du Grand Est (Erage). De l'ensemble de ces activités prévues pour la mise en place du projet, les liens entre l'UFRGS et l'URS et d'autres universités françaises ressortiront certainement renforcés.

11. Très informels à l'origine, ces rapports se sont donc progressivement institutionnalisés. Aujourd'hui, non seulement les étudiants mais également les professeurs bénéficient de ces échanges et contribuent au renforcement de la connaissance de chacun des

Soares (UFRGS), invité par L'Institut d'Etudes Politiques, URS (R. Dorandeu) ; en 2002, Mme Maria Stella Martins Bresciani (Unicamp), invité par Histoire contemporaine, URS (Y. Deloye) ; en 2006, M. P. Borba Casella (USP), invité par la faculté de Droit de l'URS (J. Bauerreis).

¹⁴ Contribuant à la rédaction des divers chapitres composant cet ouvrage, entre autres : MM. G. V. da Costa Cerqueira (Droit commercial, en collaboration avec Mlle Roberta Ribeiro Oertel ; Droit des sociétés commerciales) ; F. A. Pignatta et L. F. Kuyven (Droit des obligations) ; Mlle F. V. da Costa Cerqueira et M. Luis Fernando Kuyven (Droit international privé) ; Mlle B. Graeff (Droit de la consommation) ; Mlle Tanisia Martini Villarino (Finances publiques ; Droit de l'internet).

¹⁵ La Faculté internationale de droit comparé, créée en 1961 sous l'égide de l'Association Internationale de droit comparé auprès de la Faculté de Droit de l'URS, à Strasbourg, est la plus ancienne institution européenne d'enseignement universitaire du droit comparé et des grands systèmes juridiques contemporains.

¹⁶ Outre la présence du doyen de la FIDC, M. V. Constantinesco, le séminaire a été honoré par la présence de professeurs français et brésiliens. Ce séminaire a été destiné aux étudiants du premier et du deuxième cycle de la session du printemps 2008 de la FIDC, ainsi qu'aux doctorants de l'URS. Après les interventions portant aussi bien sur l'Elaboration et la mise en place du projet "Introduction au droit français" que sur Les données fondamentales pour l'élaboration d'un projet de droit comparé franco-brésilien en droit public et en droit privé, assurées respectivement par MM. Th. Morais da Costa, Domingos Paiva de Almeida et G. V. da Costa Cerqueira, un débat très animé a eu lieu. Les débats ont été dirigés et assurés par MM. Cl. Witz et J. Bauerreis (URS).

¹⁷ Outre la présence de la Directrice de l'Ecole doctorale de l'URS, Mme le professeur Valérie Michel, cette journée d'étude sera honorée par la présence de professeurs français et brésiliens, qui assureront les débats : Mme D. Alexandre, Professeur émérite de l'URS, Mme Joanna Schmidt, Professeur (URS), Mme I. de A. Vieira, Professeur à l'UFV, Brésil ; Mlle Estelle Naudin, Maître de conférences (URS), MM. Michel Fromont, Professeur émérite de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne ; MM. M. Storck, V. Constantinesco, Patrick Wachsmann, Nicolas Kontebessky et Philippe Marchessou, Professeurs (URS), M. Cl. Witz, Professeur à l'URS (détaché à l'Université de la Sarre), MM. J. Bauerreis et Nicolas Nord, Maîtres de conférences HDR (URS). Les interventions seront assurées par les doctorants suivants : Mmes Paula Wojcikiewicz Almeida (Doctorante à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et chercheuse à la Fundação Getúlio Vargas / Rio de Janeiro, Brésil), Adriana Jacobi Michel (Juriste spécialisée en droit de la famille) ; Mlles Lise Tupiassu (ATER à l'Université de Toulouse 1) ; Tanisia Martini Villarino (Doctorante à l'Université Paris I) ; Gisela Barbosa dos Reis (Doctorante à l'Université Paris I) ; R. Ribeiro Oertel (Doctorante à l'URS et à l'USP) ; B. Graeff (Doctorante à l'Université Paris I et à l'UFRGS) ; F. V. da Costa Cerqueira (Doctorante à l'URS et à l'UFRGS) ; et MM. Th. Morais da Costa (ATER à l'Université Paris I) ; Karlo Fonseca Tinoco (Doctorant à l'URS) ; D. Paiva de Almeida, (ancien ATER à l'Université Paris I) ; F. A. Pignatta (Doctorant à l'URS et à l'UFRGS) ; L. F. Kuyven (Ancien ATER et doctorant à l'URS et à l'UFRGS). G. V. da Costa Cerqueira (Doctorant à l'URS et à l'USP). Cette journée est réalisée sur la responsabilité scientifique de M. M. Storck, Professeur, Directeur du centre du droit de l'entreprise (URS) ; MM. G. V. da Costa Cerqueira (doctorant à l'URS et à l'USP) et Th. Morais da Costa (ATER à l'Université Paris I), et validée au titre de la formation continue des avocats auprès de l'Erage.

pays concernés, mais aussi de chaque zone régionale, que sont l'Union européenne et le Mercosur. On ne peut que se réjouir du rôle pionnier joué par les Universités de Rio Grande do Sul et de Strasbourg. La mobilité internationale découlant de ces riches rapports atteste la vocation internationale et comparatiste des Facultés de Droit françaises et brésiliennes, dont les Facultés de Droit des Universités de Rio Grande do Sul et de Robert Schuman de Strasbourg en sont les exemples majeurs.

12. Cependant, une plus grande structuration des échanges permettrait une véritable coopération entre les centres de recherches et c'est ce que nous espérons voir se développer prochainement. L'élaboration d'une convention cadre entre les deux Universités ou, plus particulièrement, la participation des deux Universités au consortium d'établissements d'enseignement supérieur au sein du *Colégio doctoral franco-brésilien* (CDFB), récemment institué¹⁸, favoriserait un encadrement de qualité des doctorants en codirection ou en cotutelle de thèse et une mobilité personnalisée. En outre, ceci permettrait le développement de coopérations scientifiques étroites entre des équipes de recherche françaises et brésiliennes d'une manière plus aisée et réciproque. En effet, la réciprocité est un élément tout de même encore faible dans les rapports entre les Facultés de Droit de l'UFRGS et de l'URS, car à l'heure actuelle les échanges sont unilatéraux du Brésil vers la France, du moins en ce qui concerne les étudiants. La mise en place d'un nouveau dispositif – ou l'utilisation de ceux déjà existants¹⁹ – favorisant la réciprocité, faciliterait les échanges entre enseignants et étudiants des deux Universités, illustrant ainsi la rencontre de deux cultures juridiques en plein développement et marquées par une très grande originalité²⁰.

¹⁸ Créée par la signature, le 11 octobre 2005, d'une convention entre les Ministères de l'Éducation Nationale de la France et du Brésil, visant la coopération institutionnelle pour la préparation de thèses de doctorat. Le développement de ce Programme de coopération est, au Brésil, sous la responsabilité de la *Coordenação de aperfeiçoamento de pessoal de ensino superior* (CAPES) et en France, sous la responsabilité de la *Conférence de Présidents d'Université* (CPU).

¹⁹ A l'instar des programmes maintenus avec la France : CDFB, COFECUB, BRAFITEC et CAPES/Brafagni, ainsi que le Programme d'action "Soutien et excellence de la formation universitaire" de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF).

²⁰ Parmi une vaste littérature en français sur l'originalité des droits français et brésiliens, ainsi que sur l'influence du droit français sur le droit brésilien, consulter (citée par ordre alphabétique) : AGUILAR VIEIRA, Iacyr de; VIEIRA DA COSTA CERQUEIRA, Gustavo. « L'influence du Code de commerce français au Brésil. Quelques remarques sur la commémoration du bicentenaire du Code français de 1807 », *RIDC*, n° 1, pp. 27-78, janvier-mars 2007 ; AZEVEDO, Antônio Junqueira de. « L'influence du droit français sur le droit brésilien », in WALD, Arnold ; JAUFFRET-SPINOSI, Camille (dir.). *Le droit brésilien hier, aujourd'hui et demain*, Institut brésilien de droit comparé et Société de législation comparée, 2005, pp. 456-479 ; BLANQUER, Jean-Michel. « Le droit brésilien et l'originalité des droits de l'Amérique latine », *Revista Culturas Jurídicas*, vol. 2 n° 2, julho/dezembro 2007, 6p., disponible à : <http://www.culturasjuridicas.com.br>, CONSEIL D'ÉTAT. *L'influence internationale du droit français* [étude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'État le 19 juin 2001]. Paris : la Documentation française, 2001 ; CONSEIL D'ÉTAT et al. *Le rayonnement du droit codifié* [journée du 25 novembre 2004 organisée par le Conseil d'État, la Commission supérieure de codification, l'Institut français des sciences administratives et al.]. Paris : les Éditions des Journaux officiels, 2005 ; René DAVID. « Structure et idéologie du droit brésilien », *Cahiers de législation et de bibliographie juridique de l'Amérique Latine*, n° 17-18 ; janvier-juin, 1954, p. 5-20 ; et « L'originalité des droits de l'Amérique latine », in René DAVID, *Le droit comparé. droits d'hier, droits de demain*, Coll. Etudes Juridiques Comparatives, dirigée par A. Tunc, Paris, Économica, 1982, p. 161-173 ; FROMONT, Michel. « Le regard d'un juriste français sur le droit brésilien », *Revista Culturas Jurídicas*, vol. 2 n° 2, julho/dezembro 2007, 9p., disponible à : <http://www.culturasjuridicas.com.br>, JAMIN, Christoph. « Un modèle original : la construction de la pensée juridique française », *Bull. inf. C. Cass.*, n° 596, 16 avril 2004, p. 3 et s. ; JAUFFRET-SPINOSI, Camille. « La Circulation du modèle juridique français : journées franco-italiennes, Rapport Introductif (Amérique latine) », Travaux de l'Association Henri Capitant, vol. XV, Paris : Litec,

13. Ces quelques lignes sont spécialement consacrées aux rapports entre les Facultés de Droit de l'UFRGS et de l'URS. Elles illustrent la collaboration fructueuse entre le Brésil et la France. Elles sont également destinées à conserver dans notre mémoire les personnes et les faits ayant contribué de manière significative à l'édification du pont interculturel sur l'Atlantique, liant Porto Alegre à Strasbourg. Puisqu'elles sont essentiellement basées sur notre mémoire, nous nous excusons par avance pour tout oubli ou imprécision. Finalement, ces mots sont dédiés à chacune de ces deux Facultés de Droit. Certes, l'excellence des enseignants appartenant aux deux institutions, ainsi que le haut niveau des recherches qui y sont menées nous ont tous attirés, mais ce sont surtout les liens intellectuels et amicaux qui en sont nés que nous souhaitons voir perdurer !

Strasbourg
Printemps 2008.

1994, p. 109-120 ; MARTINS-COSTA, Judith ; SOUZA PARGENDLER, Mariana. « Us et abus de la fonction punitive (dommages-intérêt punitifs et le droit brésilien) », *RIDC*, n° 4, pp. 1145-1184, octobre-décembre 2006 ; MONTCLAIRE, S. « Brésil », in *Dictionnaire constitutionnel*, Paris : PUF, 1992 ; cf. l'ouvrage collectif *La circulation du modèle juridique français*, Travaux de l'Association Henri Capitant, vol. XV, Paris : Litec, 1994 ; PAIVA DE ALMEIDA, Domingos (dir.). *Introduction au droit brésilien*, Paris : éd. L'Harmattan, 2006 ; SANTOS, Claudio dos. « Influence du droit français dans la jurisprudence du Tribunal Supérieur de Justice », *La circulation du modèle juridique français*, op. cit., p. 137-139 ; WALD, Arnold ; JAUFFRET-SPINOSI, Camille (dir.). *Le droit brésilien hier, aujourd'hui et demain*, Institut brésilien de droit comparé et Société de législation comparée, 2005 ; WALD, Arnold. « Rapport Brésil : première partie », *La circulation du modèle juridique français*, op. cit., p. 125-136 ; « Les nouveaux codes de l'Amérique Latine : le Code brésilien », in *L'avenir de la coïncidence en France et en Amérique latine*, Actes du congrès de l'Association Andres Bello des juristes franco-latino-américains (2-3 avril 2004), p. 125 et s. ; « L'influence du Code civil en Amérique latine », in *1804-2004 - Le Code civil, un passé, un présent un avenir*, Paris : Dalloz, 2004, p. 855-870 ; « La responsabilité civile et le Code civil brésilien de 2002 : l'influence du droit français », in *Le droit brésilien hier, aujourd'hui et demain*, op. cit., p. 275-286 ; « Le droit civil brésilien », entretien : trois questions à Arnold Wald, *Recueil Dalloz* 2007, n° 17, p. 1192 ; WITZ, Claude. « Compte rendu » de l'ouvrage : Wald, Arnold ; Jauffret-Spinosi Camille (dir.). *Le droit brésilien hier, aujourd'hui et demain*, Paris : Institut brésilien de droit comparé et Société de législation comparée, 2005, *RIDC*, n° 4, pp. 1283-1287, oct.-déc. 2006. Pour une vision plus critique du rayonnement du droit français, cf. SOLEIL, Sylvain. « La réception du modèle juridique français entre discours et réalité depuis la Révolution », *The Legal History Review*, Vol. 73, numbers 1-2, 2005, pp. 171-182 (12) ; « Le modèle juridique français : recherche sur l'origine d'un discours », *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 38, 2003, p. 83 et s. (avec un exemple très intéressant en droit brésilien sur « l'apparent » emprunt au droit successoral française de la saisine héréditaire (« le mort saisit le vif »), mis en évidence par la thèse de Anna-Maria VILLELA, *La transmission d'hérité en droit brésilien et en droit français*, Paris : Librairie techniques, 1971).